

JUSTICE FISCALE



POURQUOI PAIE-T-ON DES IMPOTS?

La fiscalité fait rarement chaud au cœur. Payer des impôts a souvent une connotation **négative** et ne rend personne heureux. A tort! Sans taxes, notre société serait bien incapable de fonctionner correctement. Sans impôts, pas de **services sociaux de base** comme des hôpitaux, des écoles, des autoroutes, des trains,... Grâce au paiement des impôts, le gouvernement et le contribuable signent un **contrat social**: les impôts et les taxes sont redistribuées sous formes d'aides diverses comme les allocations, les pensions, les services sociaux de bases.



DES IMPOTS (IN)JUSTES



Par le biais des impôts, le gouvernement investit une grande partie de son budget dans les services sociaux de base grâce auxquels le bien-être de toute la population devrait s'améliorer comme par exemple les soins de santé et l'éducation.

Pour faciliter la redistribution des richesses et faire diminuer les inégalités, **un système fiscal juste** est nécessaire. Un système dans lequel chaque citoyen paierait des impôts selon ses possibilités, tandis que les plus riches contribueraient plus que les pauvres. En outre, il faut une **gestion transparente et responsable**, qui investit consciemment dans l'intérêt commun. Avec un gouvernement corrompu, le contrat social entre le payeur d'impôt et l'Etat est brisé, ce qui amène de la méfiance des citoyens par rapport à l'Etat. Enfin, il est évident que les impôts prélevés doivent être **investis** dans des services d'intérêt public (soins de santé, enseignement, protection sociale,...).

À l'inverse, un système fiscal injuste augmente les inégalités. Par exemple lorsque les multinationales et les super riches voient leurs fortunes et bénéfices croître sans aucune entrave, tandis que les états voient leurs rentrées fiscales disparaître.

Le multimilliardaire Warren Buffet paie systématiquement moins d'impôts que sa secrétaire. Il critique lui-même cette situation à travers son [speech](#) devenu entre-temps bien connu.

LES PARADIS FISCAUX

Les sandales [# Luxleaks](#) et [# Swissleaks](#), ont mis sur le devant de la scène des [paradis fiscaux](#) comme la Suisse et le Luxembourg. Ces quelques exemples ont démontré le fonctionnement du réseau international des paradis fiscaux. Ce réseau aide les plus riches et les multinationales à acquérir une puissance financière hallucinante. Ils peuvent choisir « à la carte » le pays dans lequel ils devront payer le moins d'impôt.

Les paradis fiscaux, et de manière plus générale l'évasion fiscale, contribuent fortement à accroître les [inégalités](#). Les riches et les grandes multinationales font fructifier leurs richesses via des paradis fiscaux. A cause de ces pratiques, une série de pays perd pas moins de 156 milliards d'euro de rentrées fiscales. On estime que 30% des moyens financiers de l'Afrique se trouve « offshore », autrement dit une **perte de 14 milliards de dollars** par an d'après certaines estimations. Ce montant suffirait pour payer les soins de santé pour les femmes et les enfants, pour mettre au travail assez de professeurs et pour envoyer tous les enfants dans des écoles de qualité. Au lieu de cela, 896 millions de personnes vivent encore dans la pauvreté et 7 personnes sur 10 vivent dans un pays où [les inégalités sont plus grandes](#) qu'il y a 30 ans.

Le FMI a calculé qu'à cause de « l'optimisation fiscale » des entreprises, les pays en développement souffrent d'une perte d'en moyenne 1,75% de leur produit intérieur brut (PIB). C'est 3 fois plus que dans les pays riches. L'évasion fiscale des entreprises coûte annuellement 100 milliards de dollars aux pays en développement d'après les estimations de l'[UNCTAD](#). Les pratiques illégales des entreprises comme la manipulation des prix entre différentes filiales n'est ici même pas prise en compte. En 2011, le Liberia, la Sierra Leone et la Guinée, les 3 pays les touchés par le virus Ebola, ont perdu [287.6 millions de dollars](#) à cause de l'évasion fiscale des entreprises. Ce montant est plus important encore que les dépenses en soins de santé de ces trois pays pour cette même année (\$237m).

D'après de nombreux défenseurs de la justice fiscale, le [système fiscal belge](#) est extrêmement avantageux pour les grandes entreprises et les [grosses fortunes](#). Il suffit de penser à l'acteur français **Gérard Depardieu**, qui s'est domicilié en Belgique pour éviter les taxes dans son propre pays. Notre modèle fiscale repose sur une forte imposition du travail et de la consommation (T.V.A) ce qui revient à 2/3 des impôts perçus. A côté de cela, il y a une imposition très faible sur les grosses fortunes et les bénéfices des grandes entreprises. Officiellement, l'impôt des sociétés sur les bénéfices est 33,99%. Pour la plupart des multinationales, le montant est nettement inférieur grâce aux avantages fiscaux, conçus par le fisc belge pour attirer les investisseurs étrangers en Belgique. Les [intérêts notionnels](#) et les [excess profit rulings](#) sont deux exemples de ces types avantages. Des pratiques pour lesquelles la Belgique s'est vu tapé sur les doigts sévèrement par l'Europe. Ces cadeaux fiscaux sont attribués sans conditions. C'est grâce à ces extras que les grandes entreprises privilégient en priorité leurs actionnaires sans investir dans des activités de l'économie réelle et la création d'emploi.



LE CHANGEMENT EST POSSIBLE

#ENDTAXHAVENS

RIPPED OFF

THE MONEY LOST TO TAX HAVENS IS ENOUGH TO SEND EVERY CHILD IN AFRICA TO SCHOOL

Text **END** to **70066** and help end the era of tax havens

WE WON'T LIVE WITH POVERTY

OXFAM

Texts cost standard network rate. By texting you consent to future telephone and SMS marketing content from Oxfam. Text STOP to stop sending future SMS. See [OXFAM](#) to find out more. Registered charity (England & Wales No 202238, Scotland 007110-2). Photos: [www.oxfam.org.uk](#) / [www.oxfam.org](#)

2015 fut l'année du fameux [tax shift](#). Au lieu d'imposer les multinationales et le grand capital afin de contribuer à une justice fiscale, les changements ont visé l'augmentation de la taxe sur la consommation. Pour Oxfam, une opportunité manquée pour réduire les inégalités.

Selon Oxfam, les scandales comme le « Luxleaks » et les « Panamapapers » ne sont que la pointe de l'iceberg. Un système fiscal juste à travers le monde pourrait réduire en partie les inégalités mondiales. Dans sa campagne « [A égalité](#) », l'organisation lance un appel pour mettre fin aux [paradis fiscaux](#).



LE SAVIEZ-VOUS ?

- Les pays en voie de développement perdent chaque année au moins 170 milliards de dollar de rentrées fiscales parce que des grosses fortunes et des multinationales cachent des sommes énormes dans des paradis fiscaux. C'est 2x le montant nécessaire pour éradiquer l'extrême pauvreté dans le monde.
- Le Nigeria, le pays le plus densément peuplé d'Afrique, a perdu durant ces 10 dernières années 3,3 milliards de dollars à cause d'un deal fiscal avec des mega entreprises de pétrole et de gaz.
- D'après certaines estimations, 8% des fortunes individuelles (plus ou moins 7 600 milliards dollar) se trouvent offshore. Si les bénéfices générés par ces capitaux étaient taxés, les gouvernements disposeraient annuellement de \$190 milliard supplémentaires de moyens.
- Oxfam a enquêté sur les données publiques disponibles de 200 entreprises et de partenaires stratégiques du Forum économique mondial (WEF). Qu'en ressort-il ? 90% des entreprises présentes « ont des activités » dans au moins un paradis fiscal.



PLACE AU DÉBAT

- Que pensez-vous quand vous entendez que la Belgique attire de grandes entreprises par des « deals fiscaux » ?
- Certaines personnes proposent que les citoyens décident eux-mêmes à quoi serait attribué l'argent généré par les impôts. Serait-ce une solution pour lutter contre le travail au noir ?



OUTILS PÉDAGOGIQUES

- Malette pédagogique [A égalité, il est temps de mettre fin aux inégalités extrêmes dans le monde](#)
- Information [Comment puis-je promouvoir la campagne A & galité ?](#)



POUR EN SAVOIR PLUS?

- [Une économie au service des 1%](#)
- [10 reasons to defend the corporation tax](#)